
REVUE ANALYTIQUE DE PUBLICATION

Dzifa Kpetigo✉

China in Africa

Edited by Arthur Waldron

Washington DC. , The Jamestown Foundation, 2008



PROFILS DES AUTEURS DE COMMENTAIRES SUR « CHINA IN AFRICA »

☰ La "Chine en Afrique" présente clairement et de façon pertinente les agissements chinois à travers cet immense et complexe continent qu'est l'Afrique. Arthur Waldron et la Fondation Jamestown peuvent être félicités pour avoir produit un document incontournable sur l'engagement stratégique naissant chinois en Afrique.

Dr. Kurt Campbell

CEO, Center for a New American Security

Ancien assistant-adjoint du Secrétaire d'état américain à la défense pour l'Asie et le Pacifique

☰ L'accroissement de l'activité chinoise en Afrique n'est pas nécessairement mauvaise, ni hostile aux intérêts américains, mais doit être très bien appréhendé et évalué. Ce recueil d'articles merveilleusement écrits aidera à élargir notre compréhension et approfondir notre sensibilité aux activités chinoises sur le continent africain.

General Carlton Fulford

Ancien Directeur, Africa Center for Strategic Studies

Ancien Commandant-chef en second du Commandement américain pour l'Europe

☰ La "Chine en Afrique" fournit un aperçu exhaustif et impartial à travers le temps de la soif de pétrole et de l'appétit de minerais d'une Chine aux potentialités illimitées de construction et de perturbation. Souvent risquées, ses activités sont parfois couronnées de succès. Dans la mesure où le modèle complexe de développement chinois suscite des envies en Afrique, l'ouvrage enquête de façon subtile et va au-delà des activités affichées de besoin en ressources. Ne donnant jamais dans l'exagération ni le lynchage de la Chine, maints chapitres de l'ouvrage sont des trésors de clarté et de concision.

Amiral Eric Mc Vadon

Directeur des Etudes Asie-Pacifique, Institute for Foreign Policy Analysis

Ancien attaché de défense à l'ambassade américaine à Pékin

Le profil « sécurité et géostratégie américaine » de ceux qui ont eu à commenter officiellement « China in Africa » peut être une clé pour comprendre l'ouvrage. Ce profil donne le ton de l'ouvrage, du public et des objectifs visés. Il s'agit d'analyser le positionnement chinois en Afrique et de se rassurer sur le fait qu'il ne constitue pas un danger imminent et immédiat pour les intérêts stratégiques des Etats-Unis d'Amérique. L'ouvrage présente en tout début une revue chronologique d'une vingtaine de pages des événements majeurs entre la Chine et l'Afrique, commençant par le voyage de l'amiral Zheng Ho au 15^e siècle et se terminant par le contrat de 5 milliards de dollars signé en juin 2008 entre l'Etat du Niger et la China National Petroleum Corporation (CNPC). « China in Africa » s'organise autour de trois sections: **“Soft and Hard Power, Energy and Arms Relations, Country/Region Specific Relations”**.



SOFT AND HARD POWER

Cette première thématique pose le problème de l'influence grandissante avérée ou supposée de la Chine à travers tout le continent africain. Il ressort cependant des avis qui vont à l'encontre d'une vision de la Chine omniprésente en Afrique.



L'article de *Susan M. Puska* (**Ressources, Security and Influence: The Role of the Military in China's Africa Strategy**) commence par la phrase qui suit: " De tous les éléments participants à la montée en puissance de la Chine par la promotion de ses intérêts nationaux en Afrique, c'est son implication militaire qui suscite le plus d'anxiété"...pour les Etats-Unis, on l'aura compris. Une anxiété peu justifiée dans la mesure où la plupart des activités militaires de la Chine en Afrique, comme le cite l'auteur, se résume à: la participation aux missions de maintien de la paix de l'ONU, la lutte contre le terrorisme (chère aux USA), la lutte contre la trafic et la prolifération des armes légères, la lutte contre la drogue et la criminalité transfrontalière.

Autant de points positifs...L'auteur exposera par la suite les preuves à l'appui, une activité militaire chinoise, certes en croissance, mais encore faible en Afrique, et donc conforte l'idée du peu de raisons justifiant l'anxiété évoquée plus haut :

- Depuis 1985, bien que la Chine ait quasiment doublé le nombre de ses attachés militaires partout dans le monde, les faisant passer de 59 à 107, en Afrique l'évolution est plus faible, de 9 à 14.
- En Afrique, sur 20 ans, le rythme d'évolution moyen est de 15% pour le nombre de délégations militaires chinoises, alors que dans chaque capital européen, on en trouve.
- Même son de cloche quand on considère les activités militaires chinoises en Afrique par type. Il en existe quatre: les visites de responsables militaires chinois en Afrique (fréquents), les consultations ou rencontres bilatérales sécuritaires (l'Afrique du Sud reste le seul pays africain à y être convié), les manœuvres militaires conjointes (aucun pays africain n'y a jamais été convié), les opérations de maintien de la paix¹.

¹ United Nations Mission In the Sudan 2005 (UNMIS), United Nations Operation in Cote d'Ivoire 2004 (UNOCI), United Nations Mission in the Democratic Republic of the Congo 1995 (MONUC), United Nations Mission in Ethiopia and Eritrea 2000 (UNMEE), United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara (MINURSO).

Ainsi, la présence militaire chinoise en Afrique reste encore mineure comparée à l'action des puissances occidentales, en l'occurrence des USA. Il n'y a donc pas de concurrence frontale. Il existe toutefois quelques raisons d'être anxieux par rapport aux activités militaires chinoises:

- La Chine vend des armes à certains pays catégorisés par les USA comme « Etats voyous ». Certes toutes les puissances, lorsque leurs intérêts sont en jeu, n'hésitent pas à contourner les règles internationales, mais circonstance aggravante pour la Chine dans la mesure où elle se réclame leader du monde sous-développé.
- L'établissement d'un Commandement militaire pour l'Afrique par l'armée américaine (US AFRICOM) peut également encourager la Chine à accroître sa présence militaire en Afrique pour contrebalancer l'influence américaine. En toile de fond, il y a la volonté de toutes les parties d'assurer les approvisionnements en pétrole.



Pour *Mauro De Lorenzo* dans « **China and Africa : a new scramble ?** », pendant que l'attention du monde est actuellement focalisée sur les relations Chine-Afrique, l'intensité des débats n'est pas toujours proportionnelle à l'extension du rôle et de l'influence chinoise en Afrique. Ceci dans la mesure où ces dernières années (à partir de 2001), de nombreux pays d'Amérique, d'Europe, d'Asie ont eux-mêmes accru l'importance de leurs participations (commerce des hydrocarbures) en Afrique. En 2006, 22% des importations américaines de pétrole venait d'Afrique, soit 15% de plus qu'en 2005. Ces tendances vont s'accroître au fur et à mesure que des réformes se font en Afrique. L'auteur revient sur le fait que les trois composantes de l'action chinoise en Afrique sont: le commerce, les investissements et l'aide. Il met alors respectivement un bémol à chacune de ces trois composantes dans les relations sino-africaines:

- la croissance du commerce est mondiale et ne se limite pas seulement à la « Chine – Afrique ». Les chiffres du commercial bilatéral de l'Afrique avec les autres entités connaissent aussi un dynamisme, même s'il est moindre comparé au précédent. La seule différence notable entre les deux, c'est que le dynamisme Chine-Afrique est guidé par la complémentarité entre les deux économies, alors que le dynamisme du commerce USA/Europe-Afrique est lié aux préférences tarifaires telle que l'AGO (African Growth and Opportunity Act).
- la zone Asie restait jusqu'en 2005 celle de prédilection des Investissements Directs Etrangers (IDE) chinois (53%), l'Afrique n'attirant que 3% des IDE chinoises. D'autre part, sur la période 2003-2005, les IDE chinoises en direction de toutes les parties du monde ont cru, pas seulement celles en direction de l'Afrique.

- Le domaine de l'aide est celui où la relation sino-africaine se particularise en raison des montants de plus en plus élevés. Toutefois la Chine avait depuis 1960 des programmes d'aide en Afrique et en dehors du chemin de fer Tanzanie-Zambie et de quelques stades, l'aide chinoise aura eu peu d'effets en Afrique. L'inquiétude que soulève cette aide est celui du ré-endettement des pays bénéficiant de l'initiative pays pauvres très endettés.

L'auteur s'est étalé en conclusion sur la région des grands lacs. La Chine aurait pris pied au Burundi et au Rwanda, pas spécialement pour des intérêts économiques dans ses deux pays qui ne disposent pas de ressources énergétiques, mais parce qu'ils ont une position stratégique d'envergure juste à côté de la République Démocratique du Congo qui elle, regorge de richesses. Il revient de fait, à l'essence même de cette publication : les inquiétudes américaines sur le positionnement stratégique chinois en Afrique.



ENERGY AND ARMS RELATIONS

Partie brève qui propose une discussion nourrie et documentée sur les ventes d'armes de la Chine en Afrique et sur sa politique énergétique. Si la politique énergétique a certes déjà été l'objet de polémique, les ventes d'armes de la Chine à l'Afrique et l'intérêt stratégique chinois pour les minerais africains restent des sujets moyennement évoqués jusqu'ici.



Selon le Service des études du congrès américain, les exportations d'armes chinoises vers l'Afrique représentaient 10% des ventes d'armes conventionnelles à l'Afrique entre 1996 et 2003. Avec **“China’s arms sales to Africa”**, *Ian Taylor* procède alors à une analyse sérieuse et détaillée des ventes d'armes chinoises à l'Afrique. Il explique la complexité des relations entre le Politique et l'Economique chinois et les répercussions que cela a sur des pays comme le Zimbabwe, le Soudan et le Libéria. Les ventes d'armes font partie intégrante de la politique économique chinoise et aident à amortir et sécuriser les investissements réalisés en Afrique dans le pétrole. C'est en quelque sorte le pendant négatif des réalisations appréciables de la Chine en Afrique (investissements en infrastructures, hausse des prix des matières premières tirée par la demande chinoise). Sur le long terme, ces ventes d'armes peuvent se révéler dommageable pour la sécurité en Afrique surtout que l'ambition chinoise est de devenir le premier exportateur d'armes à l'horizon 2020.

Il souligne qu'en maintenant le contrôle des manufactures d'armes, le gouvernement central chinois ne veut pas seulement contrôler les livraisons et ventes d'armes, mais aussi avoir son mot à dire dans la manipulation des conflits sur le continent africain (livraison d'armes chinoises au Soudan pour des intérêts économiques dans le pétrole). Les hélicoptères de combats utilisés pour les exactions contre les civils au Darfour étaient de marques chinoises et utilisaient les plateformes pétrolières de la China National Petroleum Corporation, une joint venture sino-soudanaise, comme base (source: les survivants des attaques, les déserteurs de l'armée cités dans le Washington Post du 23 Décembre 2004 et dans Christian Aid report 2001). Ainsi les relations entre la Chine et le Soudan ont souvent contribué à la détérioration de la situation des droits humains dans le pays (Amnesty International 2006). Idem pour les ventes d'armes au Zimbabwe de R. Mugabé pour réprimer ses opposants. Des rumeurs font également état du fait que le Zimbabwe bénéficie de l'expertise chinoise en matière d'espionnage électronique.

On cite également les ventes d'armes à Charles Taylor contre du bois en violation de l'embargo onusien jusqu'en 2003 date de son départ en exil. Le refus américain de soutenir (hors assistance technique) la lutte du Nigéria dans le delta du Niger contre des groupes d'insurgés, a obligé le Nigéria à se retourner vers la Chine. Beaucoup d'exactions furent commises par les forces nigérianes dans le delta. Entre 1998 et 2000 les entreprises chinoises ont également financé les deux belligérants Ethiopien et Erythréen à concurrence de 1 milliard. En 1995, un cargo chinois avec 152 tonnes de munitions et des armes légères destinés à l'armée burundaise à dominance tutsi a été refoulé en Tanzanie (Agence France Presse, 3 mai 1995).

Pour *Ian Taylor*, les trois principes de la politique chinoise de vente d'armes posent des questions de fonds : les ventes se font sans parti pris parce que chaque acheteur a le droit de se défendre contre d'éventuelles agressions ; ces ventes d'armes ne doivent pas aller à l'encontre de la paix, ni de la stabilité régionale ou internationale ; la Chine ne devrait pas interférer dans les affaires intérieures de ses clients.

La question que pose *Ian Taylor* est : comment savoir quels régimes en Afrique sont légitimes pour bénéficier de ces principes ? La plupart étant corrompu et se livrant à des captures de rente. Faut-il considérer les exactions au Soudan et au Zimbabwe comme des affaires intérieures et ne pas s'y attarder ? *Ian Taylor* fustige alors le fait que la Chine fasse la promotion d'un certain relativisme de la notion des droits de l'homme ; chaque pays aurait sa façon de voir les choses et vouloir aller vers une universalité des droits humains serait violer

les droits des pays qui se livrent à des exactions avec des armes chinoises. Le vrai problème avec les ventes d'armes chinoises, même si elles sont moindres que celles des autres puissances (USA, Russie, France, RU), c'est que c'est la Chine seule qui officiellement vend des armes à des états voyous ; ceci parce qu'il n'y a pas de société civile en Chine qui puisse aller à l'encontre d'une telle situation, comme cela a été fait ailleurs.



Wenran Jiang (**China's booming energy relations with Africa**) procède à une étude historique des relations sino-africaines depuis les années des indépendances africaines (des années 50 à 70 et de 1970 à aujourd'hui), avec comme année de retournement, l'année 70 début des réformes économiques en Chine. On passe donc du partenariat idéologique anticolonialiste (conférence de Bandung 1955) au partenariat commercial. Les actions chinoises étant moins dictées par l'idéologie que par l'agenda économique. Toutefois l'auteur note l'existence de certaines constantes: la Chine se réclame toujours du 1/3 monde (depuis 1991, la première visite du ministre des affaires étrangères chinois est toujours réservée à l'Afrique) et forme toujours des cadres africains. Ainsi au menu de l'agenda économique chinois se trouvent désormais l'énergie et les matières premières. Deux raisons à cela:

- *Wenran Jiang* note que la Chine a été forcé d'aller se ravitailler ailleurs pour faire face à ses besoins en énergie, depuis qu'il est devenu importateur net de pétrole en 1993, lié aux besoins de soutien de sa forte croissance économique. La Chine dépend à 40% du pétrole importé. En témoigne les visites de Wen Jiabao et de Hu Jintao en 2006 dans des pays à fort potentiel énergétique du continent (Egypte, Ghana, Angola, Afrique du sud, Tanzanie, Ouganda, Maroc, Nigéria, Kenya), mais aussi en Arabie Saoudite.
- Selon les projections du Bureau International de l'Energie, la consommation chinoise devrait atteindre, sur la décennie à venir, 10 millions de barils par jour.

Il expose par la suite les particularités chinoises:

- La Chine investit dans des pays où la sécurité de l'investissement n'est pas assurée (notions de niches). Exemple: Aucune compagnie occidentale n'était prête à investir en Angola, le pays sortait en 2002 de 27 ans de guerre civile. La Chine leur a pourtant accordé 3 milliards de dollars pour remettre en état les infrastructures. Le pays bénéficie aussi des plus gros montants d'aide chinois. Il représente 13% des importations chinoises de pétrole.
- L'apport financier chinois est doublé d'une maîtrise d'ouvrage importée. Exemple: Soudan (Prospection, construction de pipelines, utilisation de main d'œuvre chinoise).

- Formation de joint venture pour rendre l'implantation durable (on voit en filigrane la fameuse anxiété géostratégique américaine). Les entreprises chinoises surenchérissent et remportent souvent les contrats parce qu'elles se projettent dans le long terme.
- La Chine ne fait pas cas des standards occidentaux dans le choix de ses partenaires d'affaires (Soudan, Zimbabwe).

L'auteur se pose la question de savoir si la Chine poursuit tout simplement des intérêts mercantilistes en Afrique ou si elle se préoccupe aussi des questions environnementales et des droits humains ? Il expose les arguments chinois pour répondre aux accusations: la désormais traditionnelle non ingérence chinoise et le réinvestissement en Afrique contrairement à ce qui était fait lors de la colonisation européenne.



“**Feeding the dragon: China's quest for african minerals**” de *John C.K.Daly* pose le problème de l'intérêt stratégique pour la Chine, des minerais africains. Pour l'auteur, si la Chine arrive à signer des accords avec les pays producteurs d'hydrocarbures d'Asie centrale, il pourra alors se passer des approvisionnements en pétrole africain; ainsi au final, seuls les minerais africains détermineraient les avancées stratégiques chinoises. Dans une première phase, les chiffres édifiants du commerce d'hydrocarbures entre la Chine et l'Afrique sont exposés: l'Afrique c'est 12% de la production mondiale d'hydrocarbures liquides ; en 2006, l'Afrique fournissait 33% de la consommation américaine et 9% de la consommation chinoise; en 2007, elle fournissait 22% pour les USA et 28% pour la Chine!

Mais pour *J.C.K. Daly*, la question la moins débattue, mais peut être la plus importante et la plus stratégique des relations sino-africaines est celle de l'intérêt que porte la Chine aux richesses minérales de l'Afrique. La Chine a besoin de titanium pour son industrie militaire, de minerai de fer pour alimenter sa production de produits exportés, de diamants pour les produits de luxe désormais très prisés en Chine. Ces ressources sont aussi importantes pour la croissance économique et la sécurité nationale de la Chine que peut l'être le pétrole, le bois, ou toute autre ressource combustible. De plus, des études entreprises dans le cadre du plan quinquennal (2006-2010) montrent que les ressources en cuivre de la Chine seront épuisées d'ici 12 ans, le nickel 40 ans et le zinc 18 ans. La course aux minerais africains a donc une portée stratégique forte pour la Chine. A cet effet, il relève le fait que Pékin considère l'Afrique du Sud comme « une chambre aux trésors minéralogiques », tout en élargissant ses investigations et investissements en Zambie et dans d'autres pays à la recherche de cuivre, d'aluminium et de minerai de fer.

La stratégie chinoise d'investissement dans l'acquisition de ressources en Afrique:

- Une vision optimiste de l'évolution future des indicateurs macroéconomiques malgré la corruption et les guerres civiles. Exemple: la Chine a investi en Angola en 1995 en pleine guerre civile. En 2006, l'économie angolaise a connu la croissance la plus rapide du continent africain avec un taux de croissance du PIB de 20%.
- Le principe acquis selon lequel, l'Afrique est un continent plein d'opportunités pour les produits "low cost" de la Chine comparés aux produits européens plus chers. Aucune forme d'ingérence politique (pas de demande de réforme, de lutte contre la corruption, ni d'exigence d'une quelconque promotion des droits humains préalables aux affaires).

Une question ressort, les richesses de l'Afrique iront-elles à l'est ou à l'ouest, dans un monde où la soif de ressources va croissante ? On voit là qu'on se situe toujours dans une analyse en termes de positionnement des puissances ; l'Afrique y apparaît clairement en victime.



COUNTRY / REGION SPECIFIC RELATIONS

La dernière section de « China in Africa » porte sur les relations bilatérales entre la Chine et ses principaux partenaires en Afrique. Elle est de toute évidence la plus intéressante d'un point de vue analytique. Quoiqu'il soit instructif de considérer les tendances des relations sino-africaines du point de vue du continent entier, le véritable impact de la présence chinoise en Afrique ne peut qu'être saisi au niveau des relations bilatérales pays par pays ; ceci parce que s'y trouvent les détails des contrats et les ressentis des populations et autorités locales.

Joshua Eisenman fournit un excellent aperçu historique des relations économiques, diplomatiques et militaires entre la Chine et le Zimbabwe en montrant que les liens étroits entre les deux pays datent de bien avant la prise de pouvoir de Robert Mugabé en 1980. De même les relations sino-soudanaises offrent l'opportunité d'explorer un autre partenariat complexe. *Yitzhak Shichor* explique comment des liens forts construits sur la base de l'exploitation pétrolière et des opportunités économiques pour les deux pays sont devenus sujet à caution dans le contexte de la crise humanitaire au Darfour. Plus intéressant encore, *Shichor* parle du fait que le gouvernement chinois, tout en proclamant la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres nations, a subtilement mis la pression sur le Soudan afin qu'il accepte la mission de maintien de paix conjointe ONU – Union Africaine, dans le but d'améliorer la situation humanitaire au Darfour.



LES CRITIQUES

Une première critique porte sur une omission d'envergure dans l'analyse pays par pays. Bien qu'une allusion ait été faite à la République Démocratique du Congo (RDC) dans l'article de *Mauro De Lorenzo* portant sur la thématique « Soft and Hard Power », il n'y a pas eu d'analyse spécifique concernant ce pays à qui la Chine a accordé en 2007 un prêt de 9 milliards de dollars – le plus important prêt public accordé par la Chine en Afrique à ce jour. Il est raisonnable de considérer les relations entre la RDC et la Chine comme un sujet d'importance dans le cadre des relations sino-africaines, et ceci en raison de l'envergure du prêt et du caractère stratégique (minerais) que revêt la RDC pour toutes les puissances mondiales.

La seconde critique porte sur l'introduction de l'ouvrage. Bien que divers points de vue aient été exposés en relation aux implications positives et/ou négatives de l'action chinoise en Afrique, l'introduction présente un parti pris évident. Il est question de suspicions et de critiques nettes sur les motivations chinoises en Afrique. Il est clairement dit que les motivations politiques et stratégiques de la Chine supplantent désormais celles du début qui étaient plus économiques. L'idée serait que la Chine chercherait à étendre son réseau d'alliés et son positionnement géographique dans le but de s'ériger en contrepoids à l'influence américaine. Il transparaît aussi le fait qu'en constituant un bloc de nations africaines et d'autres nations, dont elle serait leader, la Chine pourrait mieux résister aux pressions tendant à l'amener à promouvoir la démocratie. Elle pourrait aussi mieux faire face à un possible isolement politique à l'initiative des puissances occidentales. Ainsi les priorités de la Chine seraient autres que ce qui est traditionnellement admis, c'est-à-dire, le maintien de la croissance économique, l'accès aux ressources et l'élargissement des marchés pour nourrir sa croissance. On voit là un raisonnement vraiment géostratégique et politique. Comme il a été dit en introduction de notre revue de cette publication, il s'agit là d'un ouvrage consacré à l'analyse du positionnement stratégique chinois présent et futur.